

Elle se place dans la continuité avec les politiques néo-coloniales, visant à asseoir une domination politique, militaire et économique sur d'autres territoires.

Dans le mépris le plus total des peuples, y compris de la population française, l'État a créé et continue de créer un terreau favorable à Daesh : vente d'armes, accords autour du pétrole et rapports avec l'État turc, l'Arabie Saoudite et le Qatar (qui financent ou commercent avec Daesh et sont alliés à la France), ... Les combattants kurdes sont une des seules forces à combattre réellement Daesh, pourtant l'État français et l'UE maintiennent toujours le PKK (parti des travailleurs kurdes) sur la liste des organisations terroristes. La guerre permanente menée depuis un quart de siècle au Proche, au Moyen-Orient et en Afrique, par les puissances impérialistes (France, USA, GB, Israël...), a fait et continue de faire un nombre incalculable de morts.

Comme pour les attentats d'Île-de-France, ces morts provoquent notre indignation. Pour plusieurs pays de la région, c'est le 13 novembre tous les jours..

Nous avons choisi de nous rassembler pour contester la logique sécuritaire et guerrière du gouvernement PS, dans la droite lignée des gouvernements précédents (Chirac, Sarkozy, ...).

Manifestation
contre l'état d'urgence
Samedi 12 mars,
15h cours Belsunce

Nous invitons celles et ceux qui se retrouvent dans notre appel, à rejoindre le collectif, à construire un « observatoire » des effets de l'état d'urgence, à créer un réseau de solidarité capable de se mobiliser rapidement.

Nous contacter : contreletatdurgence13@gmail.com

Refusons l'État d'urgence, multiplions les solidarités !

Nous (individus, organisations associatives, syndicales, politiques) avons décidé, de créer un collectif pour nous opposer à l'état d'urgence , ses conséquences et aux mesures anti-démocratiques.

Refusons :

- la répression des mouvements sociaux, des luttes syndicales et à la criminalisation des luttes écologistes ;
- l'austérité économique : licenciements, casse du code du travail, précarité ;
- les dérives sécuritaires, liberticides et anti-démocratiques de l'État ;
- le racisme anti-musulman et tous les autres racismes d'État ;
- la fermeture des frontières;
- les guerres impérialistes.

Multiplions nos solidarités pour défendre :

- le droit de se mobiliser, de lutter ou de s'organiser ;
- les libertés syndicales et le droit du travail ;
- l'égalité économique et les services publics ;
- les libertés publiques, une société plurielle et réellement démocratique ;
- les solidarités face à l'arbitraire et aux injustices de l'État et de sa police ;
- l'égalité des droits civiques et de traitement entre tous, sans distinction de couleur de peau, d'origine ou de religion réelle ou supposée ;
- l'extension du droit d'asile, une société ouverte, digne et égalitaire ;
- la solidarité internationale entre les peuples.

Manifestation contre l'état d'urgence
Samedi 12 mars
15h cours Belsunce

Nous contacter : contreletatdurgence13@gmail.com

Refusons l'état d'urgence, multiplions les solidarités !

Les attentats du 13 novembre, perpétrés contre des innocents, ont légitimement provoqué tristesse et sidération. Après le choc, il ne faut pas céder à la terreur et à la panique, mais continuer à penser pour pouvoir saisir les causes profondes qui ont rendu de tels actes possibles.

En prolongeant une fois de plus l'état d'urgence, en intensifiant sa politique guerrière, le gouvernement fait des choix idéologiques. En réprimant les mobilisations sociales (COP21, Goodyear, Notre Dame des Landes...), l'État criminalise les luttes.

Contre l'état d'urgence permanent ! Contre la déchéance de nationalité !

L'état d'urgence a encore été prolongé, cette fois jusqu'en mai, et va devenir à bien des égards permanent au vu des manœuvres législatives en cours : réforme de la Constitution et déchéance de la nationalité, loi sur la procédure pénale... Or on en voit les conséquences : interdictions de se rassembler, de manifester, gardes-à-vue, expulsions de squat, assignations à résidence, perquisitions violentes dans les lieux de vie et de culte, fermeture des frontières, fichage généralisé (fiches S, fichage ADN, ...), contrôles accrus dans les transports, dans les centres commerciaux, à l'entrée des facs, dans les quartiers, plus de pouvoir pour la police... Toutes ces mesures répressives et préventives touchent en majorité des musulmanEs réelLEs ou supposéEs, des habitantEs des quartiers, et/ou des militantEs (syndicaux, politiques, associatifs, écologistes, etc.), donc qui n'ont rien à voir avec les attentats du 13 novembre.

Sous couvert « d'union nationale », le gouvernement exige la suspension des grèves et mobilisations sociales, intensifiant la politique d'austérité, de casse du code du travail (loi El Khomri)... La répression anti-syndicale se poursuit à Goodyear, Air-France, la SNCM, La Poste, et ailleurs ; les salariéEs qui luttent contre les licenciements et pour la défense des services publics se voient criminalisés tout comme les militants écologistes. La possibilité de lutter pour l'égalité sociale et économique est la condition de la construction d'une société plus juste et démocratique.

Si des libertés sont attaquées, c'est toute la société qui en est impactée. Ne pas être d'accord, penser différemment ou juste en être soupçonné peut devenir

passible de condamnation. L'exception devient Loi. La suspicion tient lieu de verdict. C'est dans ce sens que Hollande envisage de modifier la Constitution. Et on prétend prendre ces mesures au nom de la Liberté et de la Démocratie ? Quelle hypocrisie ! Nous refusons qu'au nom de l'Union Nationale, le gouvernement Hollande-Valls réprime nos libertés fondamentales.

Contre le racisme anti-musulmans et tous les racismes d'État !

Suite aux attentats, les injonctions faites à la « communauté » musulmane à se « désolidariser », à « condamner les attentats », se sont une fois de plus multipliées. Comme si les actes de quelques individus engageaient toute une « communauté », comme si il existait une solidarité a priori exigeant de se « désolidariser » ... Cela traduit et produit une vision des musulmanEs, réelLEs ou supposéEs, comme population suspecte, figure de « l'ennemi intérieur ». C'est ce poison de suspicion raciste que distillent les discours politiques et médiatiques. Alors même qu'une grande partie des victimes de Daesh sont des musulmanEs et que Daesh considère la majorité d'entre eux/elles comme ses ennemis ! Ceci n'est pas seulement absurde, c'est insultant, c'est inacceptable ! Tout aussi inacceptable est la suspicion raciste envers les migrantEs, qui accompagne la fermeture des frontières, pourtant certains fuient les exactions de Daesh et/ou les bombardements.

Depuis l'état d'urgence, cela s'est traduit dans des mosquées et chez des particuliers par des perquisitions et des saccages. De plus, les contrôles au faciès ont été renforcés. Ce racisme d'État « ouvre les vannes » : agressions physiques ou verbales contre les musulmanEs réelLEs ou supposéEs, pogroms islamophobes, attaques ou dégradations des lieux de culte, perpétrés par des groupes fascistes ou des individus, se sont multipliés ces trois dernières semaines.

Contre les guerres impérialistes !

Suite aux attentats, nos dirigeants ont choisi de bombarder la Syrie de plus belle et de continuer leur alliance avec des régimes criminels. Les bombardements sont présentés comme une nécessité pour lutter contre Daesh, mais en réalité, leurs cibles ne peuvent être qu'insaisissables. Les frappes touchent surtout des civils innocents. Cette dynamique guerrière, ne date pas d'aujourd'hui (Mali, Centrafrique, Libye, Irak, Syrie, ...).